

A.P.E.G

Association sans but lucratif constituée le 30 mars 1999

**ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES
EDUCATEURS/TRICES GRADUÉ(E)S**

B.P. 3071 L-1030 Luxembourg

Assemblée Générale Constituante

du 30 mars 1999

Conférence de presse

Le mardi 20 avril 1999
à 17 heures

dans l'annexe du Foyer Rousegaertchen (cour intérieure)
29a, rue Michel Welter
L-2730 Luxembourg

association professionnelle des éducateurs gradués

association sans but lucratif

Assemblée Générale Constituante

le mardi 30 mars 1999

à 20.00 heures

*à la Rotonde
du Hall Victor Hugo
à Luxembourg (Limpertsberg)*

Dans l'impossibilité de pouvoir joindre tous les éducateurs(-trices) gradué(e)s, nous te prions de diffuser la présente partout où tu rencontres des éducateurs(-trices) gradué(e)s.

Chère éducatrice graduée,
Cher éducateur gradué,

nous aimerions par la présente t'inviter à te joindre à nous.

Le moment est venu de créer une

association professionnelle regroupant les éducateurs gradués.

Cette association - nouvelle certes - a comme but :

- d'être une association NEUTRE de toute orientation politique et syndicale.
- de défendre en premier lieu les intérêts des éducateurs gradués (carrière, reconnaissance du diplôme, conditions de travail, etc..).
- d'organiser des forums de formation continue spécifique à notre profession.
- de créer des groupes de réflexion et de travail par rapport aux besoins particuliers de notre profession (identité professionnelle, délimitation par rapport à d'autres professions, responsabilité

juridique, etc..).

Il ne s'agit pas d'une nouvelle association voulant régler les mêmes problèmes que tentent de résoudre les nombreuses autres associations.

* *Les ententes des gestionnaires représentent les intérêts des patrons.....
.....mais non pas ceux des éducateurs gradués.*

* *Les syndicats se disent représenter les intérêts des employés, mais représentent surtout leur propre représentation nationale..... ne représentent donc pas les intérêts des éducateurs gradués.*

* *La profession de l'éducateur gradué n'existe pas dans les chambres professionnelles. Qui donc exprime et défend nos intérêts?*

Cette nouvelle association n'a pas l'intention de faire cavalier seul, mais désire avant tout défendre de façon neutre les intérêts liés à la profession de l'éducateur gradué.

Ce défi ne pourra être réalisé qu'à condition d'avoir un maximum d'adhérents, sympathisants et collaborateurs.

A toi de voir le rôle que tu désires jouer.

Pour avoir de plus amples renseignements tu peux contacter une des personnes suivantes:

Aeckerle Guy	Internat Ste Marie	Jerolim Jean-Paul	Fdj Rousengärtchen
Breger-Reiff Albertine	Inst. pour Déficients Visuels	Linster Christine	Centre de logopédie
Bressler Paul	Fdj AFP	Lutgen Thierry	Fdj Hämelmais
Deitz Carole	Fdj Päiperléck	Mannon Alain	Jongenheem
Dentzer Fernand	Jongenheem	Pierson Gérard	Centre Pénitentiaire de Givenich
Dohn Solange	APEMH	Pletschette Damaris	CAPEL
Flamini Cedric	Jongenheem	Richartz Claude	Fdj AFP
Frosio Jos	Ediff-Roeser	Schintgen Fernand	Caritas Jeunes et Familles
Goebel Christine	Jongenheem	Schon Michèle	Fdj Gasperech
Goedert Marc	Ediff-Warken	Steinbach Gil	Ediff-Echternach
Heintz Sylvie	Jongenheem	Thill Chris	Fdj Päiperléck
Hemmer Marcelle	Foyer Don Bosco	Van Beest Simone	Ediff-Warken
Hoffmann Chrëscht	Ediff-Warken	Weydert Guy	Jongenheem

Extrait des statuts

Titre II - Objet

art. 4 L'association a pour objet de sauvegarder les intérêts matériels et professionnels de ses membres par l'intermédiaire des actions suivantes:

- a) faire reconnaître les études, le diplôme et le titre d'**éducateur gradué** auprès des autorités et des tiers,
- b) exiger un barème des traitements correspondant aux études,
- c) établir, soutenir, défendre un code de déontologie,
- d) défendre la fonction et les intérêts de l'éducateur gradué au niveau social, syndical et politique.
- e) faire respecter les droits et les devoirs de l'éducateur gradué,
- f) oeuvrer pour des conditions de travail équitables et homogènes dans les secteurs privés et publiques,
- g) informer les étudiants se destinant à la profession d'éducateur gradué, tant au niveau des études qu'au niveau de la profession,
- h) favoriser les recherches dans le domaine socio-éducatif et contribuer à la valorisation de la formation professionnelle continue de l'éducateur gradué,
- i) favoriser la diffusion d'informations,
- j) coopérer avec des associations nationales et étrangères,
- k) favoriser les échanges entre professionnels et institutions du secteur socio-éducatif.

Adresse **Association professionnelle des
éducateurs/trices gradué(e)s a.s.b.l.**
Siège sociale :
**Foyer Ermesinde
10, rue Ermesinde
L-1469 Luxembourg**

Contact provisoire :
Tel. 49 04 20 (Fernand Dentzer)
Fax 49 04 67

(Adresse postale et No de téléphone suivront
(Le secrétaire sera publié ultérieurement

A l'intention de la presse écrite, parlée et télévisée.

Introduction :

- vu le nombre croissant d'éducateurs gradués exerçant leur métier et le nombre de plus en plus élevé d'étudiants à l'IEES (Institut des Études Éducatives et Sociales)
- vu que les conditions de travail sont de plus en plus mises en question
- vu que l'opinion publique (p.ex : les médias) ne fait presque jamais la différence entre les éducateurs (niveau BAC) et les éducateurs gradués (niveau BAC +3)
- vu que la carrière BAC+3 de l'éducateur gradué est sous évaluée par rapport au BAC et d'autres carrières BAC+3
- vu que la profession de l'éducateur gradué ne figure pas dans les chambres professionnelles
- vu que les syndicats représentent surtout leur propre représentation nationale
- vu que les ententes des gestionnaires représentent les intérêts des patrons mais non ceux des éducateurs gradués

le moment est venu pour les éducateurs gradués de se regrouper pour défendre leurs droits et intérêts.

Statuts:

Voire Annexe A.

Objectifs primaires de l'A.P.E.G.:

L'association a pour objet de sauvegarder les intérêts matériels et professionnels de ses membres.

Premièrement l'association a pour but de faire reconnaître les études, le diplôme et le titre d'éducateur gradué auprès des autorités et des tiers et par conséquent d'exiger un barème des traitements correspondant aux études.

En outre l' a.s.b.l. veut établir, soutenir et défendre un code de déontologie.

De plus l'association en question à l'intention de défendre la fonction et les intérêts de l'éducateur gradué au niveau social , syndical et politique, et de faire respecter les droits et les devoirs de l'éducateur gradué.

Notons également l'importance d'informer les étudiants se destinant à la profession d'éducateur gradué, tant au niveau des études qu'au niveau de la formation. Dans le même contexte il faudrait favoriser les recherches dans le domaine socio-éducatif et contribuer à la valorisation de la formation professionnelle continue de l'éducateur gradué.

L'association veut encourager la diffusion d'informations entre les éducateurs gradués.

Finalement l'A.P.E.G. à l'intention de coopérer avec les associations nationales et étrangères ainsi que de promouvoir les échanges entre les professionnels et institutions du secteur socio-éducatif.



Adresse de contact :
B.P. 3071
L- 1030 LUXEMBOURG
Tel. : 49 04 20 Fax : 49 04 67
E-mail : APEG@caramail.com
CCPL : 157198-58

Statuts de l'a.p.é.g.

association sans but lucratif

Le 30, mars 1999, les soussignés sont convenus de constituer entre eux et toute personne qui sera admise dans la suite, une association sans but lucratif conformément à la loi du 4 mars 1994 remplaçant la loi du 21 avril 1928 .

Titre Ier - Dénomination et siège

art.1er L'association est dénommée ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES EDUCATRICES ET EDUCATEURS GRADUES, association sans but lucratif, en abrégé

apeg.

art.2 Le siège social de l'association est à Luxembourg-Ville.
Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision du Conseil d'Administration.

Le premier siège social se trouve au numéro 10 de la rue Ermesinde à 1469 Luxembourg.

art.3 La durée de l'association est illimitée.

Titre II - Objet

art. 4 L'association a pour objet de sauvegarder les intérêts matériels et professionnels de ses membres par l'intermédiaire des actions suivantes:

- a) faire reconnaître les études, le diplôme et le titre d'*éducateur gradué* auprès des autorités et des tiers,
- b) exiger un barème des traitements correspondant aux études,
- c) établir, soutenir, défendre un code de déontologie,
- d) défendre la fonction et les intérêts de l'éducateur gradué au niveau social, syndical et politique.
- e) faire respecter les droits et les devoirs de l'éducateur gradué,
- f) oeuvrer pour des conditions de travail équitables et homogènes dans les secteurs privés et publics,
- g) informer les étudiants se destinant à la profession d'éducateur gradué, tant au niveau des études qu'au niveau de la profession,
- h) favoriser les recherches dans le domaine socio-éducatif et contribuer à la valorisation de la formation professionnelle continue de l'éducateur gradué,
- i) favoriser la diffusion d'informations ,
- j) coopérer avec des associations nationales et étrangères,

k) favoriser les échanges entre professionnels et institutions du secteur socio-éducatif.

art. 5 L'association pourra pour réaliser ses buts, s'adjoindre des experts professionnels ainsi qu'un secrétariat permanent.

art. 6 L'association est neutre sur le plan idéologique, politique et confessionnel.

Titre III - Membres fondateurs

art. 7 Sont réputés membres fondateurs, les personnes suivantes, toutes de nationalité luxembourgeoise et de profession éducateur gradué:

*	Aeckerle Guy,	7, rue de Kopstal	L-8192 Meispelt
*	Bressler Paul,	64, bd Salenty	L-2511 Luxembourg
*	Crestani Daniel,	27, rue de Lidice	L-4466 Soleuvre
*	Dentzer Fernand,	26, am Bruch	L-8062 Bertrange
*	Frosio Jos,	38, rue des Alouettes	L-3332 Fennange
*	Goebel Christine,	4, rue d'Oradour-sur-Glane	L-3397 Roeser
*	Heintz Sylvie,	6, am Wäisseraech	L-3317 Bergem
*	Linster Christine,	55, rte d'Arlon	L-1140 Luxembourg
*	Lutgen Thierry,	36, rue Stackels	L-9083 Ettelbruck
*	Mannon Alain,	6, rue Hicht	L-6238 Breidweiler
*	Pierson Gérard,	54, rue de la Libération	L-3511 Dudelange
*	Richartz Claude,	64, rue de Pétange	L-4645 Differdange
*	Schintgen Fernand,	100, rue Pasteur	L-3543 Dudelange
*	Thill Christian,	Maison 1	L-7425 Obenthalt
*	Weydert Guy,	46, rue de la Chapelle	L-4967 Clemency

Titre IV - Membres

art. 8 Le nombre des membres est illimité, sans pouvoir être inférieur à trois.
L'association se compose

- a. de membres actifs
- b. de membres observateurs
- c. de membres d'honneur
- d. de membres donateurs

a) Les membres actifs

Peuvent devenir membre actif, les personnes qui suite à leurs études sont autorisées à porter le titre d'éducateur gradué, délivré par le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle.

Les membres actifs ne sont pas dispensés de la cotisation annuelle.

b) Les membres observateurs

Peuvent devenir membre observateur, les personnes qui n'ont pas encore obtenu leur diplôme d'éducateur gradué mais qui sont encore soit étudiant en cours d'emploi ou bien à temps plein.

Les membres observateurs ne sont pas dispensés de la cotisation annuelle.

c) Les membres d'honneur

Les membres d'honneur sont ceux auxquels le Conseil d'Administration accorde ce titre. Le Conseil d'Administration peut accorder ce titre aux personnes qui ont rendu de bons services à l'association ou qui, par leurs qualités et leurs positions, assurent à l'association un appui moral ou matériel.

d) Les membres donateurs

Ont la qualité de membre donateur les personnes auxquelles le Conseil d'Administration confère ce titre.

Titre V - Adhésion et annulation d'adhésion

art. 9 Peuvent seules acquérir la qualité de membre actif les personnes remplissant les conditions suivantes:

- jouir de tous les droits civils
- être détenteur du diplôme d'éducateur gradué ou d'un diplôme reconnu équivalent
- avoir été admis par le Bureau Exécutif de l'APEG .

art. 10 L'acquisition de la qualité de membre actif comporte l'adhésion sans réserve aux présents statuts et au règlement intérieur de l'association ainsi que le paiement de la cotisation annuelle.

art.11 La qualité de membre actif se perd:

- par la démission écrite adressée au Bureau Exécutif de l' association;
- par le non-paiement de la cotisation pendant deux années consécutives;
- par la radiation prononcée par le Bureau Exécutif pour infraction aux présents statuts ou pour motif grave, après que l' associé ait été appelé par lettre recommandée à fournir ses explications sauf recours, non suspensif, devant l' Assemblée Générale

Tout membre peut se retirer de l' association en tout temps.

Dans tous les cas, la cotisation reste acquise à l' association.

art.12 Le membre démissionnaire, rayé ou exclu ou les ayants cause du membre décédé ne peuvent prétendre à aucun droit quelconque sur le fonds social. Ils ne peuvent exiger ni extrait, ni présentation de comptes, ni demander un inventaire ou requérir l' apposition de scellés sur les biens de l' association. Le Bureau Exécutif peut suspendre les droits de tout membre jusqu' à la prochaine Assemblée Générale qui sera appelée à se prononcer sur l' exclusion du membre.

art.13 Les membres sortis volontairement de l' association ainsi que ceux exclus en vertu de l' art. 11 des présents statuts, pourront, après délibération discrétionnaire du Bureau Exécutif, être réadmis comme membre actifs

Titre VI - Assemblée Générale

art. 14 L' Assemblée Générale est composée des membres actifs. Elle a les pouvoirs déterminés par la loi et les présents statuts.

art. 15 Les membres actifs ont voix délibérative aux Assemblées Générales à raison d' une voix

par membre.

art. 16 Le vote par procuration est toléré. Procuration ne peut cependant être donnée qu'à un autre membre actif à raison d'une seule procuration par membre. Le mandataire est tenu de déposer sa procuration en début de réunion entre les mains du président qui lui donne acte de son dépôt.

art. 17 L'Assemblée Générale ordinaire a lieu chaque année au courant du premier semestre. Une Assemblée Générale extraordinaire peut être convoquée à tout moment par le Conseil d'Administration.

L'ordre du jour de l'Assemblée Générale doit porter notamment sur les points suivants:

- présentation et adoption des rapports d'activités;
- approbation des comptes;
- élections;
- désignation des commissaires aux comptes;
- fixation des cotisations;
- approbation du budget.

art. 18 Les Assemblées Générales sont convoquées par lettre simple ou imprimée adressée à chaque membre actif et indiquant l'ordre du jour dans un délai d'au moins dix jours avant l'échéance.

art. 19 Les décisions de l'Assemblée Générale seront prises à la majorité des voix des membres présents. Elles sont consignées dans un registre des actes de l'association sous forme de rapports signés par le président et le secrétaire de l'association. Ce registre est conservé au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance.

Les résolutions de l'Assemblée Générale sont portées à la connaissance des associés et des tiers par publication dans le bulletin officiel de l'association ou par tout moyen de communication que l'Assemblée Générale jugera utile.

Titre VII - Administration

1. - Le Conseil d'Administration (CA)

art. 20 L'administration de l'association est confiée à un CA qui se compose au maximum de quinze membres actifs nommés par l'Assemblée Générale, dont le président et le vice-président, le secrétaire, le trésorier et des administrateurs.

art. 21 Les membres du CA sont élus à la majorité simple par l'Assemblée Générale pour une durée de deux ans. Les membres sortants sont rééligibles. Chaque année, la moitié des membres est sortante. Les membres qui ne sont pas élus sont d'office membres suppléants suivant le nombre de suffrages obtenus. En cas de vacance du mandat d'un ou de plusieurs administrateurs et à défaut de suppléants, les membres sortants continuent à former un CA ayant les mêmes pouvoirs qu'un Conseil complet.

Le mandat des membres du CA est gratuit sans préjudice au droit d'obtenir le remboursement des dépenses exposées pour le compte de l'association.

art. 22 Le CA procède lui-même à la répartition des charges. Il désigne notamment un président, un vice-président, un secrétaire et un trésorier. Les fonctions du président et du trésorier ne sont pas cumulables. Lorsque cela s'avère nécessaire, le secrétaire et le trésorier peuvent, sous réserve d'approbation par le président, désigner parmi les membres du CA respectivement un adjoint au

secrétaire et un adjoint au trésorier. Le vice-président remplace le président dans ses attributions lorsque ce dernier est absent aux réunions du CA ou du bureau exécutif.

art. 23 L'Assemblée générale peut à tout moment révoquer les membres du CA .

art. 24 Les décisions du CA sont prises à la majorité des voix des membres présents ou valablement représentés, tous ayant été convoqués. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

art. 25 Le CA peut délibérer valablement lorsque les trois quarts des membres sont représentés. Le vote par procuration est toléré au sein du CA . Le mandataire doit déposer sa procuration en début de réunion entre les mains du président qui lui donne acte de son dépôt. La procuration ne peut être donnée qu'à un membre du CA à raison d'une seule procuration par membre.

art. 26 Sur convocation du Bureau Exécutif, le CA se réunit au moins quatre fois par année et chaque fois que la nécessité l'impose. L'ordre du jour de la réunion est fixé soit par le président, soit par la majorité absolue du Bureau Exécutif. Cependant, par une décision prise à la majorité absolue de ses membres, le CA peut, soit modifier, soit compléter l'ordre du jour. Sous peine de nullité, cette décision doit intervenir lors de la présentation de l'ordre du jour ou au plus tard avant tout débat sur son fond.

art. 27 Le CA nomme tous les agents, employés et membres du personnel de l'association, fixe leur rémunération et les révoque.

art. 28 Le CA a les pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes utiles à l'accomplissement de l'objet social sous les seules réserves prévues par la loi et par les présents statuts. Il peut déléguer des charges au Bureau Exécutif.

2. - Le Bureau Exécutif

art. 29 Au sein du CA , il est formé un Bureau Exécutif qui comprend le président, le secrétaire et le trésorier et tout autre membre désigné par le CA .

art. 30 Le Bureau Exécutif est chargé de l'exécution des décisions prises par le CA . Il se réunit chaque fois que la nécessité l'impose.

art. 31 Le Bureau Exécutif peut prendre les décisions qu'il juge urgentes. Il doit en rendre compte au CA lors de sa prochaine réunion. Les décisions urgentes peuvent être prises lorsque les deux tiers des voix sont favorables.

3. - Le Règlement d'ordre intérieur

art. 32 En vue de l'exécution des présents statuts, le CA élabore un règlement d'ordre intérieur. Ce règlement est voté et modifié conformément aux dispositions retenues à l'art. 8 de la loi du 4 mars 1994, sans qu'il ne soit cependant nécessaire de soumettre les décisions à l'homologation par le tribunal civil.

4. - Les Groupes de Travail

art. 33 Le CA peut créer et révoquer au sein de l'association des groupes de travail qui réunissent de préférence des membres de l'association ayant comme objet l'étude d'un sujet déterminé.

art. 34 Sauf mandat du CA , les groupes de travail n'ont pas d'activité publique.

art. 35 Chaque groupe de travail fonctionne sous la présidence d'un membre du CA .

art. 36 Le Bureau Exécutif désigne les membres des groupes de travail, sur proposition de leur président respectif.

art. 37 Le groupe de travail ne dispose pas d'un fonds distinct.

Titre VIII - Cotisation

art. 38 Le taux des cotisations ou des versements à effectuer par les membres de l'association est fixé à un maximum de 1000 Flux sur la base de l'indice cent du coût de la vie rattaché à la base de l'indice de 1948; il varie avec cet indice dans la mesure et suivant les modalités applicables aux traitements des fonctionnaires de l'Etat.

Titre IX - Finances

1. - Ressources

art. 39 Les ressources de l'association peuvent être constituées par:

- les cotisations des membres
- les libéralités dont elle ferait l'objet, conformément aux dispositions légales en vigueur;
- les subventions qui pourraient lui être accordées par toute institution publique;
- toutes autres ressources légalement autorisées.

2. - Engagement vis-à-vis des tiers

art. 40 L'association est valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature du président, du vice-président du secrétaire ou du trésorier pour tout acte de gestion journalière portant sur un montant inférieur à 25.000 Flux.

L'association est valablement engagée à l'égard des tiers pour tout autre acte par la signature conjointe de deux des quatre porteurs de signature.

3. - Comptes annuels, Budget

art. 41 L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre. Les livres et les comptes sont clôturés à l'expiration de l'exercice social. Le Conseil d'administration arrête le compte de résultats et le bilan. Il établit le budget de l'année suivante. Les comptes sont vérifiés par le ou les commissaires aux comptes, désignés chaque année par l'Assemblée Générale ordinaire, pour la durée de l'exercice.

Le compte de résultats, le bilan, le budget ainsi que le rapport du commissaire, sont soumis à l'Assemblée Générale annuelle.

Titre X - Modification des statuts

art. 42 La modification des statuts se fait d'après les dispositions légales en vigueur

Titre XI - Dissolution

art. 43 La dissolution de l'association ne peut être prononcée que par l'Assemblée Générale extraordinaire convoquée spécialement à cet effet. L'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs liquidateurs chargés de la liquidation des biens de l'association dont elle détermine les pouvoirs. En cas de dissolution, l'actif net est attribué à une association dont le but se rapproche autant que possible de celui poursuivi par l'association.

Titre XII - Dispositions diverses

art. 44 Tout ce qui n'est pas expressément prévu par les présents statuts est réglé par la loi du 4 mars 1994 sur les associations sans but lucratif.

Par la présente les membres fondateurs certifient que les présents statuts ont été adopté par l'assemblée constituante réunie le mardi 30 mars 1999 à Luxembourg.

Signature

*	Aeckerle Guy,	7, rue de Kopstal	L-8192 Meispelt	_____
*	Bressler Paul,	64, bd Salentiny	L-2511 Luxembourg	_____
*	Crestani Daniel,	27, rue de Lidice	L-4466 Soleuvre	_____
*	Dentzer Fernand,	26, am Bruch	L-8062 Bertrange	_____
*	Frosio Jos,	38, rue des Alouettes	L-3332 Fennange	_____
*	Goebel Christine,	4, rue d'Oradour-sur-Glane	L-3397 Roeser	_____
*	Heintz Sylvie,	6, am Wäisseraech	L-3317 Bergem	_____
*	Linster Christine,	55, rte d'Arlon	L-1140 Luxembourg	_____

*	Lutgen Thierry,	36,rue Stackels	L-9083 Ettelbruck	_____
*	Mannon Alain,	6,rue Hicht	L-6238 Breidweiler	_____
*	Pierson Gérard,	54,rue de la Libération	L-3511 Dudelange	_____
*	Richartz Claude,	64,rue de Pétange	L-4645 Differdange	_____
*	Schintgen Fernand,	100,rue Pasteur	L-3543 Dudelange	_____
*	Thill Christian,	Maison 1	L-7425 Obenthalt	_____
*	Weydert Guy,	46,rue de la Chapelle	L-4967 Clemency	_____

Léif Gradué'en.
Léif Gäscht,
Léif Verrieder vun der Presse,
Léif???
Dir Dammen an Hären,

ech hun déi grouss Eier, Iech am Numm vun eisem Aarbechtsgrupp, haut den Owend hei duerfen ze begreissen.

Ech sin och frou dass eisen Opruff esou vill Graduéen ugesprach huet.

Wann der den Owend hei sidd, dann as dat jo ganz kloer de Beweis dass déi Suerg, déi mer alleguer haten an och nach hun , vun Iech all och gedeelt get.

Well mer ee Beruff sin deen esou wäit gefächert as, as et dofir och ganz Wichtig dass mer eis als Beruffs-associatioun zesammensetzen fir eis selwer, méé awer virun allem dem "Grand Public" an do virop den Ministären an hiren Fonctionnaires déi néideg Opklärung iwwert eis ze gin.

Wan mir dës Associatioun wëllen grënnen, wou "nëmmen" Graduéen" dra sin, dann heescht dat nët dass mir neischt wëlle mat deenen aneren, den Educateur diplômé, ze din hun.

Nee, ganz a guer net.

Mir hun eis laang iwwerluecht, ob mer sollen eng Associatioun fir all d'Beruffer machen, den Gradué, den Diplômé, den Educateur-instructeur (CAP), an de nei geschafenen Educateur-instructeur (niveau Bac) .

Schlussendlech waren mir awer der Meenung, mer missten fir all eenzelne Beruf eng **getrennte** Berufsassociation maachen, wou mer eis beschtefalls an enger gemeinsamer Fédératioun, sprich Dagverband erëmfannen.

Dëst muss nët sin, kann awer een méigleche Scénario sin.

Fir den Moment wëllen mer eis also op den Beruff vum Gradué konzentréieren.

Ech wëllt zu dësem Moment och nët ze vill op den politesche, gewerkschaftlechen Deel agoen, well déen kréien mer duerno nach vum Dentzesch Fern virgestallt.

Wat wëllen mer als Associatioun?

Wéi de Numm et schons seet, wëllen mer eng BERUFFS associatioun sin déi fir eis Interessien antrëtt, also eng association **professionnelle** des éducateurs gradués, an d'Betounung läit op professionnelle.

Et kann nët sin dass mer wéi an der Vergangeneet ëmmer erëm eis opreegen, dass dëst oder dat mat eis geschitt a kée FIR EIS antrëtt.

Wién sollt dat dann maachen- froen ech Iech??

D'Gewerkschaften ?

Déi mussen de Spagat färdeg bringen tëschent eis an déenen aneren Beruffer déi se verrieden.

Si sin eigentlech och nëmmen do fir Aarbechtspolitesch Problemer ze leisen oder ze schlichten.

Si sin awer op kee Fall zoustänneg fir eis Ausbildung, eis Berufsdefinitioun oder och nach den Inhalt vun déenen éenzelne Konventiounen déi eis Arbechtsfelder défineieren.

Et kann éen sech och zu Läscht froen wien sie dann beim Kollektivvertrag vertraueden hun?

Och wann déi méescht vun eis vläicht mat dësem Vertrag anverstane sin, bleiwt awer d'Fro,

-Wien vun Iech ass consultéiert gin?

- Wien vun Iech huet sech Accord fir dësen Vertrag gin?
- Weivill % waren dann schlussendlech dofir, dergéint, oder hu sech enthalen.

Et ass um Verhandlungsdësch verhandelt gin..... IWERT eis , awer OUNI eis.

D'Ententen - also d'Patronat?

Och wann am Sozialsektor e bëschen ée speziellen Model bestéet vun engem, nenne mer et emol Alibi-Patronat, sou mussen mer awer och nët mengen dass EIST Patronat dei Zort vun Associatioun ass, déi all déi Problemer léisst, dei mat eisem Berufsbild ze din hun.

Sie kënnen et beim beschte Wëllen och nët, well se nët déi néideg Mëttelen hun.

Wéi eng asbl göng dat aus éegener Kraft kennen machen.

Den IEES?

Wann dée fir eppes zoustänneg as, dann as et d'Ausbildung an och esouguer duerno d'Unerkennen vum Diplôm. Wéi mer jo wëssen, geschitt do säit kuerzem op mannst eppes wat d'Nodenken iwwert déi ganz Problematik ubelaangt.

Mée och do, sin mir nët vertraueden. Et geschitt also ouni déi Professionnel vum Terrain.

Et bleiwen dann nach déi éenzel Ministären?

Den Mifa applizéiert wéi eh und jeh d'Matriculen.

Déi Matriculen huet den Intérieur hinnen eng Kéier viirgerechent, nodeems se vun der Education Nationale ENG, fir nët ze soen iergend -ENG- Aklasseierung krut hun.

Domadder huet et sech.

MIR sin also bis elo nët fir EIS agetrueden.

MIR hun bis elo ëmmer gewaart, vleicht och gehofft, dass **anerer** fir eis de Mätsch sollte maachen.

MIR waren ëmmer gedëlleg an hu gewaart.

MIR hun eis esouguer all méigleche Quatsch als Réalitéit verkafen geloos.

MIR waren nët do.

All anere Beruff huet sech ëmmer iwwert sei Beruffsverband zu Wuert gemellt, wann éppes fir hien nët an der Rei war.

Wou waren mer wéi an der Ediff um Statut vum Educateur geseet gin as??

Wou waren mer dann wéi an de Foyer de Jour'en déi néi Normen agefouert gi sin??

Wou waren mer wéi d'Education Précoce agefouert gin ass??

Wou waren mer??

Et kann ée sech och froen wien mer sin?

- mir sin anscheinend nët qualifizéiert genuch fir Schoul ze halen!
 - * mir mussen genau wéi de Primaner, drei Wochen Stage machen fir Schoul ze halen.
- mir sin anscheinend nët qualifizéiert genuch fir Schoul ze halen!
 - * dofir gin awer all Kanner mat Problemer un de SGE, de SREA an d'Ediff gescheckt,.....wou w.e.g. wien sech dann ëm dëss Kanner kemmeren soll?? den Educ.Gr.
- mir sin anscheinend nët qualifizéiert genuch fir Titulaire an enger Education Précoce ze sin!
 - * dofir assistéieren mer do, wou anerer et nët besser wëssen.
- mir sin anscheinend ze vill qualifizéiert fir an enger Institutioun an engem groupe de vie ze schaffen.
 - * Wann nach kéen et sollt wëssen, mir maachen do keng häuswirtschaftlech Tätigkeet, mée eng erzieheresch Wertaarbecht.
 - Mir kruten éen Diplom net vun iergendenger Häushaltungsschoul, mée vun engem ERZIEHUNGS-ministär.

Iwwerall wou iergend ée gebraucht gët, gouf en Educateur agestellt. Hien hat als Aarbecht ee bëschen ALLES.

Mir müssen endlech selwer verstoen dass mer keng Prefession BOUCHE-TROU sin.
Mir si nët den Abfall vun de Sozialberuffer.
Wann's de nët Psy, Prof, oder Schoulmechter kanns gin, dann gëff alt Educateur.
MIR müssen fir d'Unerkennung vun eisem Beruff kämpfen an déen och dobaussen vermëttelen.

Dofir, léif Educ. Grad., dofir ass elo den Moment eis zesammen ze setzen an eise Beruffsverband ze grënnen.

Den Moment ass och déen éenzeg richtigen.

Virwat?

Séit dem Hierscht gin et "théoretisch" keng éducateur-gradué'en méi am ancien régime.

Jidderéen vun eis hat also d'Meiglechkeet sein 3. Joer no ze machen.

Also seit dem 1/1/99 kënnen mer och réischt eng Beruffsassociatioun vun den Educ-Gr mat 3 Joer maachen.

Seit dem 1/1/99, gi mer och, wann éen dat esou kann soen, alleguer gleichbehandelt wat de Kollektivvertrag ugeet.

Mir konnten also nach ni viirdrun dëss Associatioun op d'Been setzen.

(...)

Waat sin elo d'Zieler vun eiser Beruffs associatioun?

An eise Statuten schreiwen mer: (all Artikel gett éenzel erklärt)

- art. 4** L'association a pour objet de sauvegarder les intérêts matériels et professionnels de ses membres par l'intermédiaire des actions suivantes:
- a) faire reconnaître les études, le diplôme et le titre d'*éducateur gradué* auprès des autorités et des tiers,
 - b) exiger un barème des traitements correspondant aux études,
 - c) établir, soutenir, défendre un code de déontologie,
 - d) défendre la fonction et les intérêts de l'éducateur gradué au niveau social, syndical et politique.
 - e) faire respecter les droits et les devoirs de l'éducateur gradué,
 - f) oeuvrer pour des conditions de travail équitables et homogènes dans les secteurs privés et publiques,
 - g) informer les étudiants se destinant à la profession d'éducateur gradué, tant au niveau des études qu'au niveau de la profession,
 - h) favoriser les recherches dans le domaine socio-éducatif et contribuer à la valorisation de la formation professionnelle continue de l'éducateur gradué,
 - i) favoriser la diffusion d'informations,
 - j) coopérer avec des associations nationales et étrangères,
 - k) favoriser les échanges entre professionnels et institutions du secteur socio-éducatif.

Dir gesidd de Programm as grouss.

Ech mengen wann mer eis als Beruf sérieux huelen, da musse mer och als Verband sérieux an professionnell schaffen.

Och wann den Toun den Owend e bëschen mei explosiv as, mengen ech musse mer mat sachlechen Argumenter an mat engem properen, klouere Konzept vun eiser Aarbecht un all déi éenzel Institutiounen eruntriéden an eis Interessien do vertrieeden.

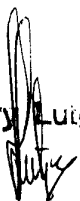
Mir müssen elo virun de Wahlen och dée neidegen Drock machen an eis déi neideg Versprieche gi loossen.

All dest muss, wéi gesot, an engem rouhegen an sachlechen Toun verlaafen ouni ze polemiseieren.

Den Daniel stellt Iech duerno nach déi éenzel Schrëtt vir déi mer wëllen ënnerhuelen.

Ech fir mein Deel soen Iech Merci fir äert Nolauschteren a machen elo schons den warmen Appel un Iech fir Iech an déenen éenzelnen Aarbechtgruppen ze engagéieren.

Ech soen Iech Merci.

Thierry Lutgen


Letzebuerg, den 30. März 1999

Léif Kolleegen,

Ech si vu menge Mataarbechter aus dem Aarbechtsgrupp, deen dës Versammlung organiséiert huet gefrot gin, fir méi déi politesch/gewerkschaftlech Säit vun eiser Situatioun ze beliichten. Dir musst jo awer zouginn, dat et dann net einfach ass ganz sachlech ze bleiwen. Et kann ee jo awer net vun engem verlaangen, duerch de Pudding ze schwammen ouni heiansdo ze schlecken. Ech hun awer versprach esou sachlech wéi méiglech ze bleiwen. All poleemesch oder gehäseg Bemierkung ass keen Zoufall, mee noutwendeg an e Produkt vun deenen, déi se provoziert hunn.

De Beruff vum EG ass nach e jonke Beruff am Verglach mat anere Beruffer, gët ëmmer gesot, mee säit der éischter Formatioun si 25 Joer vergaangen, d.h. mir si scho laang groussjäreg a mir sollen eis och där Tatsaach bewusst ginn. Fir d'Pensiounskeesen si mir op jidde Fall interessant, well mir bis elo nëmmen dran abezuelen an nach bal keen EG an der Pensioun ass.

T'Entwécklung ass rasant weider gaangen ,an eise soziale Secteur wir haut net dat, wat en ass, wann den Asatz vun den Erzéier, den Innovatiounsgeesch an d'Initiativ net gewiescht wir ; well d'Politik wir un der Ëmsetzung vun hiren Ideën, wann se der iwwerhaapt haten, erhéngert a verzweifelt. Si huet reagiert, Gott sei Dank, op d'Initiativen vun deenen, déi eppes vun hirer Aarbecht verstan hun, déi eng kloer Aschätzung vu soziale Bedierfnisser a Noutwendegkeeten konnten maachen an doduerch d'Entwécklung matt beaflosst hunn.

Fir gerecht ze sin, wëll ech awer de Minister Benny Berg an e puer ganz dynamesch Beamten matt vill Afillungsverméigen unfangs der 70er bis unfangs der 80er Joren extra ernimmen, déi et erméiglecht hunn oft ganz pragmatesch an onbürokratesch déi noutwendeg Entwécklung op d'Schinnen ze setzen.

T'Aarbechtsfeld vum EG war am Ufank beschränkt op d'Heemer an d'Ediff.

Haut schaffe mer, graff gekuckt, a 14 verschiddene Beräicher an innerhalb vun deene Beräicher an op d'manst 46 Ënnerberäicher.

1990 ass och erkannt ginn, dat bei esou enger Polyvalenz, 2 Joer Ausbildung secher net duer ginn an et freet e sech méttlerweil, op 3 Joer fir ordentlech Spezialisatiounen duerginn.

Ech wees net op jidderee sech der Tatsaach bewusst ass, datt et an deene Beräicher, déi ech elo opgezielt hunn, ganz vill EG ginn, déi Verantwortung droen, sief et als Direkter, Sous-Direkter, Chargé de direction, Responsablen, Chef d'Institut, Chef de groupe asw.

Dat beweist mir, datt dem EG seng Aarbecht unerkannt ass an et bréngt mech derzou ze fuerderen endlech mat der blödsinneger Astellung opzeraumen, eng

verantwortlech Plaz an engem bestëmmte Beräich kinnt nëmme mat enger ierweschter Carrière besat ginn, de Responsablen vun engem Centre Ediff kinnt nëmme e spezialiséierte Schoulmeeschter sinn oder den Titulaire vun enger Klass an der éducation précoce kinnt just eng Spillschoulsjoffer sinn.

Mir dürfen net vergiessen, datt mir wuel a ville verschiddene Beräicher schaffen, mee dat si keng fir sech isoléiert Beräicher : Si gräifen aneneen, sinn ee vun deem aneren ofhängeg, et brauch een deem aneren, si ergänze sech.

Ët kann een net an engem Beräich schaffen, wann een d'Komplexitéit vum ganze System vu Sozialstrukturen net erkennt, se versteet an hinne kritesch begéint.

Kritesch heescht fir mech ëmmer ze hannerfroen, ob mer genuch zesumme schaffen, Stëmm sinn fir déi, déi mer betreien, awer och zejätzen vis-à-vis vu politeschen an administrativen Entscheedungen, déi fir ze jätze sinn d.h. :

esou Initiative wéi z.B. : d'Pflegeversécherung, t'ASFT-Gesetz, de neie Kollektivvertrag, d'éducation précoce, d'Réorientatioun vun der Ediff an esou weider, wann déi OUNI KONZEPT, ouni Kapp a Schwanz an d'Welt gesat ginn.

Et huet emol en Inspekteur op dës Kritik hin gemengt, iwwert Konzepte kinnt e Bicher liesen. Ech mengen, iwwert t'Konzeptlosegkeet vu verschiddene Ministären kinnt een den Internet sprengen.

Mir müssen als EG eis qualifizéiert Meenung kënnen soen, d.h. mir musse bereed sin a Kommissiounen, Aarbechtsgruppen an a Conseil Nationaux mazeschaffen, kreativ ze sin a Verantwortung ze iwwerhuelen.

Ass dat net schon e Stéck vun deem Profil, dee mir eis scho laang hätte misse ginn ?

Musse mir eis dann elo gefale loossen, dat iwwer eis Käpp ewech an engem Reflexiounsgrupp, op Initiativ vum Erzéiungsministär, no engem op d'manst zweifelhaften Audit, eise Profil erstallt soll ginn ?

Lafe mir net d'Gefor hei an just e puer Beräicher ofgedrängt ze ginn ?

Wa mir fir all déi Beräicher, déi ech virdrun opgezielt hun, wëlle qualifizéiert sin, musse mir eis och qualifizéieren.

Et gëtt dach tatsächlech kee Berufsstand, dee seng Schoul esou bescheisst a schlecht mecht wéi den Erzéier. Dat ass net gutt.

Ët muss ee sech sëcher Gedanke maachen, wann an engem Audit rieds geet vum Feele vun Ausbildungsprofiler fir déi eenzel Fachrichtungen, datt den Erzéier zwar e gutt theoretescht Wëssen huet, awer am Verglach mat séngen auslännesche Kolleegen Probleemer hätt sech am deeglechen Liewen ze behaupten, (manque d'autonomie, de maturité d'initiative), an d'Patronen hätten Zweifel un der Motivatioun vun eenzelnen Erzéier.

Esou e Bild därfe mir op kee Fall hannerloossen.

Allerdings passen esou Aussoen just gutt an d'Polemik, déi scho méi laang em eise Beruff gedriwwe gëtt.

Et gëtt beklot, dat déi sozio-édukativ Beruffer net genuch bekannt, net genuch valoriséierend an unerkannt sin, wat net ouni Auswierkungen fir déi Beschäftegt am breeden soziale Secteur bleiwt.

Wann dat esou vum Audit festgestallt gin ass, muss een sech froen, ob esou onqualifizéiert, topech Bemierkungen vum Minister Juncker an eng gewëssen Astellung zum Erzéierberuff vun de Ministeren Jacobs an Hennicot nach zousätzlech derzou bäigedroen hunn, dat et esou ass. A si mengen och nach si géife méi Recht kréien, wat s'et méi oft soen.

Wat bréngt eis d'Zukunft am Sozialberäich ?

Natiirlech musse mir kucken datt d'Strukturen, déi elo schon zu Verfügung stinn och optimal genotzt ginn dodurch datt mir méi enk matteneen schaffen, vernetzen an ergänzen. Dat hält mat Sëcherheet d'Käschten a Grenzen. Mee mir mussen awer och gläichzäiteg oppassen, dat d'Qualitéit net ofhëllt. Et kann jo net sin, datt dat, wat bis elo vu qualifiziertem Personal gelescht ginn ass, op eemol vun all Mënsch gemaach ka ginn, nëmmen well e Minister där Meenung ass a well ët hinnen virun allem ze deier gëtt.

Mir jätzen no der Ganzdagsschoul. Ëmmer méi fréi an ëmmer méi laang sollen t'Kanner friemerzu ginn, an ëmmer méi Strukturen, mat der Schoul, niewent der Schoul, während der Schoul, no der Schoul entstoen fir esou eng Ganzjoresfriemversuergung an-erzéiung ze garantéieren, mat alle Virdeeler awer och alle Probleemer, wat dat fir de ganze Sozialberäich mat sech bréngt.

Mee Eppes steet fest : Net op eis Käschten !

Op där enger Säit kann ee net wëllen e System opbauen,

- deen den Elteren soll garantéieren, datt hir Kanner ronderem d'Auer gutt versuecht sinn, beschoult, animéiert, emotional an der Riicht gehalen ginn,
- deen derfir suert, datt Kanner mat Defiziter adequat betreit ginn, datt behënnert Kanner integréiert ginn, datt Kanner a Jugendlecher aus Probleemfamilien an enger Ersatzstruktur erzu ginn, erëm integréiert ginn, Jugendlecher an hirer Suchtproblematik gehollef kréien, Familien ënnerstëtzt gibn, dem eelere Mënsch, deen « ausgedingt » huet ze erméiglechen den Alter mat Würd a Respekt ze verbréngen,

mee op där anerer Säit

- mat deene verschiddenste Mëttele wëllt verhënneren, deen gerecht ze bezuelen, deen all déi Aarbecht do qualifizéiert soll maachen .

An do sinn ech op dem Thema vun der Unerkennung vun eiser Formatioun, den Diplomer an enger ordentlecher Aklasséierung. Dat ass mat Secherheet een vun de Grënn firwat dëss nei 'Association professionnelle' soll gegrennt ginn.

Wat hunn d'Gewerkschaften z.B.déi lescht 25 Joer fir eise Berufsstand gemaach, egal wéi se heeschen ? : FEP, OGBL, LCGB oder d'CGFP, déi nach am nootzten un der Quell soutz fir a punkto Carrièreën fir eis anzetrieden.

Nach nie, säit de Beruff vum EG besteet, war e richtig aklasséiert, net mat 2 Joer Formatioun a scho guer net no 1990 mat 3 Joer Formatioun. Fir nëmmen ee Beispill ze huelen, besteet bei engem Berufsliewen vu 40 Joer tëschent der Carrière vum engem Redakter an engem EG oder engem Schoulmeeschter (déi jo awer déi selwecht Ausbildungsjoren hunn) an engem EG en Ënnerscheid vun 12 Milliounen Frang.

Et gëtt elo héich Zäit datt d'Studien vum EG endlech als 'études supérieures' unerkannt ginn, den EG direkt no sengem Diplom BAC +3 d'selwecht wéi vergläichbar Carrièreën bezuelt gëtt oder wéi den EG am Spidolsecteur.

De Reflexiounsgrupp am Erziehungsministär iwwert de Profil vum Erzéier, soll kee Virwand sinn, fir eréischt dann iwwert d'Carrièreën ze schwätzen, wann e Profil erstellt ass. Dat kann erëm eng Kéier Joren daueren.

Mir hunn och elo scho Profil genuch fir ordentlech aklasséiert ze ginn.

Ech wëll och hei d'Gewerkschaften kritiséieren :

dat se,

- z.B. wéi de Kollektivvertrag vun de FdJ ausgehandelt ginn a, net verhënnert hunn, datt fir den EG d'Responsabilitéitsprimm nëmmen hallef ausbezuelt gëtt an elo fir een, deen nei Chargé gëtt, guer net méi ;

- dat se bei deem neie Kollektivvertrag nëmme probéiert hunn de Fouss an d'Dir ze kréien vun engem groussen, fir si interessanten Secteur, mee awer och guer näischt fir eis Carrièreën gemaach hunn.

Sie hunn op eng direkt subversiv Art a Weis a mat deelweis ruckelzechen Methoden am Concert mat den Ententen an de Ministären e Kollektivvertrag iwwert den Knéi gebrach, deen och nach 'd'obligation générale' ass, an deen elo eng 'Commission paritaire' brauch fir en ze interpretéieren, d .h. fir ze verstoen wat dra steet an dann un d'Leit, déi et betrëfft, weider gëtt, wat si mengen wat e kinnt drënner verstoen. Op e puer doze Punkten waren esou Interpretatiounsversich scho néidech.

Zu allem Iwwerfluss gin d'Fonktionären aus den Ministären net dermat eens a wëllen e nëmmen unerkennen, wann si, oder sollen mir léiwer soen, wann hie kee Machtverloscht huet.

Wann d'Gewerkschaften elo wéinstens deen hei Kollektivvertrag als Ausgangspunkt notzen fir deemnächst sérieux eppes ze fueren, kënnen si e Bëssen eppes gutt maachen.

Net méi spéit wéi haut hunn ech awer vum OGBL eng Copie vun engem Bréif kritt, dee vun hinnen un d'Parteien gescheckt gin ass fir op den Ëmstand vun der falscher Aklasséierung vum EG opmierksam ze maachen. D'Parteien sollen op eng Rei Froen äntwerten. Do kann ech nëmmen soen : OGBL, mir kommen.

Et kann net sinn datt de Staat seet : « Dat gëtt eis ze deier » .

D'Fro muss sinn : « Wëlle mir eis et leeschten ? »

Wann een mir seet : » Du verdings genuch « ;

soen ech : « O.k., mee dann verdingen vill anerer ze vill ». Et geet hei och ëm Gerechtegkeet am Verdingscht.

Et giff nach esou vill ze soen ginn, Verschiddenes vill méi nuancéiert, ech wees. Et muss nach esou vill diskutéiert ginn, an an d'richtegt Liicht gereckelt ginn. Ech hoffen just gewisen ze hunn, wou d'Ursaachen leien, firwat mir eis erëm wëllen organiséieren.

An ech hoffen, dat mir dës Kéier Wuppes genuch hunn fir e Berufsverband op d'Been ze setzen, deen iwwe laang Zäit op eng professionnell a konsequent Manéier fir eis Intressen antrëtt. Datt mir do jidderengem EG seng Ennerstëtzung a Mattaarbecht brauchen, muss ech jo net nach eng Kéier extra betounen .

DENTZER Fernand
éducateur gradué